



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



*Le Préfet,
Directeur du Cabinet*

Paris, le **30 NOV. 2016**

Réf. : 16-020156-D / BDC-CE / CM
V/Réf. : 113276/12695/FB

Madame la Contrôleure générale,

Vous avez bien voulu faire part à Monsieur Bernard CAZENEUVE, ministre de l'intérieur, de vos observations à la suite d'une visite effectuée au commissariat du 12^{ème} arrondissement de Paris en juillet 2015.

Attentif au respect des droits fondamentaux des personnes, le ministre a demandé que des réponses précises vous soient apportées.

Tout d'abord, je note que le rapport de visite relève que le nettoyage des locaux administratifs et de la zone de sûreté est satisfaisant. Toutefois, il fait apparaître d'autres éléments, notamment les conditions matérielles de la garde à vue et le fonctionnement du service, qui suscitent des critiques de votre part.

Aussi, je vous informe que la Préfecture de police a pris en compte vos recommandations et mis en œuvre, chaque fois que cela a été possible, les mesures susceptibles d'y répondre.

A cet égard, vous trouverez, ci-joint, les observations détaillées de Monsieur le Préfet de police, ainsi que deux notes de service.

Vous en souhaitant une bonne réception, je vous prie d'agréer, Madame la Contrôleure générale, l'expression de mes respectueux hommages.

Patrick STRZODA

*Madame Adeline HAZAN
Contrôleure générale
des lieux de privation de liberté
16-18, quai de la Loire
B.P. 10301
75921 PARIS CEDEX 19*

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 - STANDARD 01.49.27.49.27 - 01.40.07.60.60
ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr





CABINET DU PREFET
CELLULE POLICE

Nos réf. : 16000900

LE PRÉFET DE POLICE
À
MONSIEUR LE PRÉFET
DIRECTEUR DU CABINET DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Paris, le **18 NOV. 2016**

O B J E T : Réponse aux observations de la Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté ; commissariat de police du 12ème arrondissement de Paris.

P. J. : Un dossier.

Par courrier du 29 juillet 2016 (n° 113276/12695/FB), la Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté vous a fait part de ses observations à la suite d'une visite effectuée le 8 juillet 2015 au commissariat du 12ème arrondissement. Ce commissariat avait déjà fait l'objet d'une précédente visite en 2012.

Ces observations appellent en réponse les remarques suivantes.

I – Les recommandations passées

1) Arrivée des personnes interpellées

Les véhicules ramenant les personnes interpellées stationnent, le temps de la descente, sur le trottoir, juste devant l'entrée du service. Les personnes retenues ne parcourent que deux ou trois mètres sur la voie publique avant d'être dirigées, à l'intérieur des locaux, vers l'espace du chef de poste. Le commissariat a fait l'objet de deux contrôles inopinés réalisés par l'inspection générale de la police nationale, l'un en juin 2011, l'autre en mai 2015, qui n'a émis aucune remarque sur ce point.

En ce qui concerne les mineurs, la Contrôleuse générale relève en page 15 de son rapport, que ceux-ci sont placés prioritairement dans un local vitré (donc à l'abri des regards et à l'écart des majeurs), situé en retrait du guichet du poste mais visible de celui-ci. Ce local a d'ailleurs fait l'objet de travaux à la suite de la demande de mise en conformité effectuée par le chef de service (cf. demandes, ci-jointes, du 27/01/15 et du 15/03/16).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

PRÉFECTURE DE POLICE – 9, boulevard du Palais – 75195 PARIS CEDEX 04 – Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr> – mél : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

La Contrôleuse générale suggère d'utiliser le parking situé au sous-sol du bâtiment, accessible en berline par une rampe d'accès, afin de conduire les personnes interpellées à l'intérieur du commissariat. L'entrée du parking souterrain est commune au garage du commissariat et au garage de la résidence d'une copropriété privée. La rampe d'accès à ce parking, démunie de porte, est totalement accessible de la voie publique. La caméra implantée pour surveiller cet accès comporte des angles morts.

De surcroît, la hauteur du sol au plafond de la rampe d'accès ne permet que le passage des véhicules légers, et non des cars de police secours, de ce fait, les personnes interpellées sont nécessairement obligées d'emprunter le trottoir. Il convient également d'assurer la sécurité des effectifs de police. Cette situation a été signalée par le chef de service dans deux rapports des 12 mai et 15 décembre 2015 (cf. copies ci-jointes). Ces demandes d'aménagements ont été prises en compte. Le 18 avril 2016, le Service Information et Sécurité (SIS), rattaché à mon cabinet, a effectué un diagnostic de sécurité.

2) Fouille des personnes interpellées

Il existe bien un local dédié à la fouille, fermé, hors de la vue du public dans la zone de rétention. C'est bien dans ce local que sont situés les casiers de rangement des objets retirés, fermant à clé, et le moyen de détection électronique de type magnétomètre. Ce local sans caméra de vidéosurveillance garantit le respect de l'intimité. Les personnes interpellées font l'objet d'une palpation sur la voie publique. Il se peut qu'elles fassent l'objet d'une seconde palpation à l'arrivée au service si celle-ci n'a pu être effectuée de façon satisfaisante sur la voie publique (regroupements hostiles de personnes imposant aux fonctionnaires de quitter les lieux au plus vite avec une personne interpellée). Mais cette opération se déroule au niveau du chef de poste, et non au niveau de la zone d'accueil.

La fouille doit bien avoir lieu dans le local dédié, et afin de tenir compte des recommandations de la Contrôleuse générale sur ce point, ces instructions ont été rappelées en pages 6 et 7 de la note de service n° 2016/027 du 11 mai 2016 relative à la rétention des personnes au sein des locaux du commissariat du 12ème arrondissement (copie ci-jointe). Elles sont régulièrement rappelées par les officiers lors des appels et lors des réunions de gradés.

3) Local dédié à l'examen médical et aux entretiens avec l'avocat

Cette pièce de 3,36 m² sert à la fois pour les examens médicaux et les entretiens avec les avocats. La Contrôleuse générale constate qu'elle est propre et qu'elle garantit la confidentialité des entretiens. Néanmoins, elle ne peut être équipée d'une table d'examen car cela rendrait impossible l'utilisation de la visioconférence.

4) Couvertures

Le commissariat dispose de 14 couvertures et a sollicité l'attribution de couvertures supplémentaires ainsi que des couvertures à usage unique. La visite des contrôleurs s'étant déroulée en été, peu de personnes réclament des couvertures à cette période. Aucune doléance n'a été émise sur ce point par les personnes retenues. Néanmoins, des consignes en ce sens sont régulièrement rappelées aux effectifs.

5) Hygiène des personnes placées en garde à vue

Il y a lieu de noter que des contraintes budgétaires et fonctionnelles (quinze places de garde à vue) ne permettent effectivement pas toujours d'ouvrir systématiquement aux personnes placées en garde à vue l'accès à la douche ni de proposer des nécessaires d'hygiène.

Néanmoins, l'accès à la douche n'est aucunement réservé au personnel qui en dispose dans son vestiaire. Des serviettes hygiéniques, fournies par l'hôpital Saint-Antoine, sont mises à disposition des femmes retenues.

6) Alimentation des personnes retenues

Toute personne placée en garde à vue se voit systématiquement proposer un repas. En ce qui concerne le choix des menus, le réapprovisionnement s'effectue plus facilement sur des menus sans viande qui conviennent le mieux pour toutes les religions et pour les végétariens.

La Contrôleuse générale a pu constater que le stock de repas était suffisant et que les dates de péremption étaient respectées. Ce stock est contrôlé tous les jours. De même, contrairement à ce qu'elle avait constaté lors de la visite de 2012, les gobelets et les fourchettes sont fournis en nombre suffisant. Le four à micro-ondes destiné à réchauffer les barquettes présentait un état de propreté satisfaisant lors du contrôle.

Afin de tenir compte des recommandations de la Contrôleuse générale, la note de service précitée n° 2016/027 du 11 mai 2016 (voir en page 5 le paragraphe relatif à l'alimentation) rappelle les règles relatives à l'alimentation des personnes gardées à vue. C'est ainsi que les heures d'alimentation ou de refus d'alimentation doivent être mentionnées sur le registre de garde à vue. L'obligation de proposer un repas à toute personne gardée à vue est rappelée dans cette note et régulièrement aux effectifs.

En ce qui concerne l'hydratation des personnes gardées à vue, le service ne dispose d'aucun stock de bouteilles d'eau. Néanmoins, des consignes ont été données aux effectifs afin que des gobelets soient distribués dans toutes les cellules équipées de points d'eau et de répondre à toute demande en ce sens de la part des personnes retenues.

7) Surveillance des cellules de garde à vue

Depuis la visite de 2012, le dispositif de vidéosurveillance des cellules de garde à vue situées au rez-de-chaussée a été refait. Des rondes sont effectuées régulièrement et les feuilles de ronde sont remplies et visées quotidiennement par le chef du service de sécurisation de proximité (SSP), officier de garde à vue, chargé d'en vérifier la bonne exécution. Jusqu'à présent, aucun incident n'a été signalé. Cependant, ces instructions ont été rappelées dans la note de service supra n°2016/027 du 11 mai 2016 (voir en pages 2 et 3).

Les boutons d'appel ne sont neutralisés qu'en cas d'abus d'utilisation des occupants des cellules.

8) Avis à famille pour les mineurs placés en garde à vue

Prévue par l'article 63-2 du code de procédure pénale, l'information d'un proche, obligatoire pour les mineurs gardés à vue, est effectuée par téléphone. Si le contact téléphonique ne peut être établi, une patrouille est envoyée au domicile. Il s'agit d'une formalité essentielle dont la réalisation peut parfois soulever des difficultés pratiques (notamment pour les mineurs dont les parents ou les responsables légaux restent parfois injoignables). L'article 63-2 stipule également que « Si l'officier de police judiciaire estime, en raison des nécessités de l'enquête, ne pas devoir faire droit à cette demande, il en réfère sans délai au procureur de la République qui décide, s'il y a lieu, d'y faire droit. » Cette possibilité est également applicable aux mineurs. Dans certains cas, l'avis téléphonique aux proches a été différé pour les besoins de l'enquête, après accord du magistrat de permanence. Cette pratique est conforme à la législation en vigueur.

Elle n'a pas, à ce jour, été reprise par l'autorité de justice seule compétente pour apprécier et, éventuellement, sanctionner la régularité des procédures. Néanmoins, des rappels sur l'importance des moyens à mettre en œuvre et d'acter les mesures prises, notamment pour les mineurs, seront à nouveau effectués aux enquêteurs.

9) Tenue du registre de garde à vue

Le chef de service a rappelé à l'ensemble des personnels concernés, par la note de service précitée (n° 2016/027 du 11 mai 2016, page 9) ainsi que par la note n° 2016/023 du 5 avril 2016 relative aux scellés et objets sensibles, les règles de gestion en matière de tenue des registres, ainsi que le rôle de chaque chef d'unité dans la tenue et le contrôle des registres qui lui incombent. Des améliorations ont été notées, les visas hiérarchiques sont apposés sur les registres.

10) Nomination d'un seul officier de garde à vue

Suite à la visite des contrôleurs, la note de service désignant l'officier de garde à vue a été revue. Le chef du service de sécurisation de proximité a été nommé officier de garde à vue titulaire et son adjoint, suppléant, par la note de service n° 2016/029 du 11 mai 2016 (ci-jointe).

II – Les nouvelles recommandations

1) Vue directe des habitants de l'immeuble sur les locaux d'audition

Les rideaux qui étaient en place lors de la visite ont été déchirés et retirés. Dès lors, l'installation de films opaques sur l'ensemble des fenêtres des bureaux concernés est à l'étude.

2) Hygiène dans les sanitaires de la zone de rétention

La Contrôleuse générale relève (page 19 de son rapport) que les peintures des murs et des plafonds sont récentes et de bonne qualité, que le ménage est régulièrement et correctement effectué dans les locaux de garde à vue et (page 17 de son rapport) qu'au moment du contrôle les cellules étaient relativement propres.

Un sanitaire comportant un WC et un lavabo est situé hors des cellules, dans la zone de rétention. C'est celui-ci qui était bouché et présentait une odeur nauséabonde au moment de la visite. Il ne s'agissait donc pas du WC d'une cellule individuelle sinon cette dernière aurait été condamnée dans l'attente de sa remise en état. Dans ce cas, les personnes retenues sont conduites dans d'autres toilettes du service.

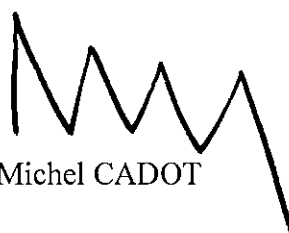
Il convient de signaler que les quatre cellules individuelles disposant de sanitaires sont utilisées indistinctement pour la garde à vue et le dégrisement et que leur nettoyage est effectué quotidiennement. Tout dysfonctionnement est signalé sans délai aux personnels chargés du matériel qui effectuent immédiatement une demande d'intervention si celle-ci s'avère nécessaire.

3) Retrait du soutien-gorge pour les femmes

Le constat de la Contrôleuse générale met en lumière la difficulté de concilier le respect de la dignité des personnes gardées à vue et le souci légitime des policiers de garantir la sécurité.

La note de service précitée n° 2016/027 (v. paragraphe sur le retrait d'objets dangereux en page 8) rappelle le discernement dont doit faire preuve en la matière le chef de poste. Sur ce point, les officiers procèdent également à des rappels réguliers aux effectifs.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.



Michel CADOT